



Communiqué de presse Éducation : Suppression de classes dans l'académie de Guadeloupe : halte à la destruction du service public d'éducation en Guadeloupe

Alors que les Guadeloupéennes et les Guadeloupéens sont tourné·es avec inquiétude vers les résultats des élections législatives, la Rectrice ferme en toute discrétion des classes dans plusieurs collèges de notre académie. En toute discrétion car cela se fait en dehors de l'instance légale : le comité social d'administration académique (CSAA).

Quel que soit l'établissement, collège rural ou en éducation prioritaire, le maximum de 28 élèves par classe pourtant acté par le Rectorat en 2020 n'est plus d'actualité.

Ces fermetures de classe provoquent la colère des équipes éducatives des établissements concernés. Ces fermetures de classes, qui toucheront principalement des établissements ruraux et des quartiers défavorisés, mettent en péril la qualité de l'enseignement et la réussite des élèves. La Rectrice demande aux équipes éducatives de faire toujours plus avec toujours moins, demande de trier les élèves, de choisir celles et ceux qui pourront s'émanciper et celles et ceux qui ne pourront pas. L'institution fabrique de l'échec et demande aux équipes éducatives d'assister à l'échec scolaire de leurs élèves malgré tous les efforts qu'elles mettent en œuvre pour les faire réussir.

Les enseignants et les parents d'élèves, parfois les chefs d'éducation dénoncent ces fermetures de classes, qui vont à l'encontre des besoins réels des élèves et de notre territoire. Ils rappellent que les effectifs par classe sont déjà trop élevés (30 élèves par classe au collège devient la norme) et que ces fermetures vont encore dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage. Les communautés éducatives demandent au rectorat de mettre en place une politique éducative ambitieuse et juste à la hauteur des enjeux de notre académie.

Ne pas respecter les instances, ne pas tenir les engagements signés, continuer avec zèle les politiques néolibérales qui font le lit du RN en creusant les inégalités, en sabrant les services publics, créant une forme de désespoir social semble être la constante de la politique académique.

La dégradation de l'accès aux services publics nourrit le vote pour l'extrême-droite. Notre territoire est durement touché depuis 15 ans par les suppressions de divisions et les classes surchargées. Pour la première fois en Guadeloupe, deux candidats RN sont au second tour des élections législatives. Certain·es peuvent regarder ailleurs, pas le SNES-FSU Guadeloupe.

Les Abymes, le 2 juillet 2024